

[Text]

force and its ability to maintain even peacetime operations in a matter of months at current levels of peacetime operations—that other forces would take somewhat longer but would be affected in areas of high technology, where they require spare parts or repair expertise from outside the country.

However, I think the important point is that I do not know of anyone who has ever argued that the intention of sanctions is to cause a military force to collapse. This is not a siege that we are engaged in to starve them out or cause their military to cease to be a military force, therefore allowing us to walk in unarmed or something. The point is to cost Iraq a great deal more than they would have gained from taking Kuwait in the first place, not only to prevent them from gaining from taking Kuwait, to prevent them from enjoying the fruits of aggression, but also to cost them every day for having conducted that aggression and for continuing it.

The cost on them is enormous. From reports we have available it is costing them perhaps \$100 million a day. One report said that about 97% of their imports and exports I think have been intercepted and prevented. That is an enormous part of their economy.

If you were to take the \$100-million figure as correct—I do not know if it is, it came from the Department of External Affairs, but there may be subsequent information—that would represent in the area of \$30 to \$40 billion a year, which is getting close to the estimated gross national product of Iraq. So we are talking about a very important effect on their economy. We are costing them an awful lot through sanctions. That is the point of sanctions: to make sure they do not benefit from aggression and to make sure they have an incentive to pull back from that aggression and to negotiate.

**Mr. Robinson (Burnaby—Kingsway):** I wanted just to make the point, following up on my colleague's question, that I was in New York and attended a meeting of the United Nations Sanction Review Committee. Canada, as has been pointed out, was a member of that committee automatically as a member of the Security Council up until December 31, the so-called 6-6-6 Committee. Indeed, we were the vice-chair of the committee and played a very active role.

Certainly when I was there in October the evidence was that sanctions were biting, and were biting hard; and more importantly, the evidence, which comes from the CIA and others, was that they will start to bite significantly on the military, given time. So in addition to the already very, very significant impact on the economy, there will be an impact on the military. Today in Question Period the minister referred to food and medical supplies. Food and medical supplies are not part of the United Nations agreed sanctions. That is very clear and is set out in the relevant resolutions.

I want to take the opportunity again to thank the CPA, the Canadian Peace Alliance, for the leadership you have shown across the country.

[Translation]

possibilité d'effectuer des sorties même en temps de paix en quelques mois étant donné l'ampleur actuelle des opérations exigées en temps de paix. Pour ce qui est des autres forces, il faudra un peu plus longtemps, mais il y aura des effets dans les secteurs de haute technologie, là où on a besoin de pièces de rechange ou de réparateurs venant de l'étranger.

Toutefois, je crois que l'importance est de bien voir que l'on a jamais imaginé que les sanctions allaient entraîner l'effondrement de la force militaire. Ce n'est pas un siège que nous avons mis; il ne s'agit pas d'affamer le pays ou de mettre ses forces militaires hors de combat pour que nous puissions entrer sans combattre sur son territoire. Le but est de faire en sorte qu'il en coûte davantage pour l'Irak d'avoir pris le Koweït que de l'avoir laissé tranquille, non seulement pour que ce pays ne gagne rien à avoir pris le Koweït et pour l'empêcher de jouir des fruits de son agression, mais aussi pour lui faire payer chaque jour le fait d'avoir commis cette agression et de la poursuivre.

Le prix à payer pour ce pays est énorme. D'après les rapports que nous avons, il lui en coûte quelque chose comme 100 millions de dollars par jour. L'un des rapports nous dit, je pense, qu'environ 97 p. 100 de ses importations et de ses exportations ont été interceptées ou empêchées. C'est une proportion énorme de son économie.

Si l'on prend ce chiffre de 100 millions de dollars par jour pour acquis—je ne sais pas s'il est exact, il nous vient du ministère des Affaires extérieures, mais il se peut que l'on ait depuis davantage d'information—cela représente quelque chose comme 30 ou 40 milliards de dollars par an, soit un montant qui s'approche de l'estimation du produit national brut de l'Irak. Il y a donc là un effet très important sur son économie. Les sanctions lui coûtent terriblement chers. C'est là le but des sanctions: s'assurer que le pays ne profite pas de l'agression et qu'il a intérêt à se retirer et à négocier.

**M. Robinson (Burnaby—Kingsway):** Je voulais simplement faire remarquer, à la suite de la question posée par mon collègue, que j'ai assisté à New York à une réunion du Comité d'examen des sanctions des Nations unies. Comme on l'a signalé, le Canada, en sa qualité de membre du Conseil de sécurité jusqu'au 31 décembre était membre de droit de ce comité que l'on appelle le Comité des 6-6-6. Nous occupions d'ailleurs la vice-présidence de comité et nous avons joué un rôle très actif.

De toute évidence, lorsque j'étais là en octobre, il était clair que les sanctions faisaient leur effet, qu'elles frappaient durement le pays et, surtout, selon ce que nous disait la CIA et d'autres intervenants, qu'elles allaient commencer, avec le temps à handicaper les forces militaires. Donc, en plus de leurs effets très significatifs sur l'économie, ces sanctions allaient avoir un effet sur les forces militaires. Aujourd'hui, lors de la séances des questions, le ministre nous a parlé des produits alimentaires et des fournitures médicales. Les produits alimentaires et les fournitures médicales ne font pas partie des sanctions qui ont été convenues par les Nations unies. C'est dit très clairement dans les résolutions pertinentes.

Je voudrais remercier une fois de plus l'ACP, l'Alliance canadienne pour la paix, des initiatives qu'elle a prises à l'échelle du pays.